



DEUX CONFÉRENCES INTERNATIONALES À L'ONU ET A GENEVE

Appel urgent au secrétaire général de l'ONU et à la Haut Commissaire des droits de l'homme pour la protection d'Achraf

Message de Danielle Mitterrand à la conférence du 21 septembre à l'ONU :



"Les murs d'Achraf"

"Certes, nous n'étions pas enfermés dans un camp, mais nous devons comme nos frères et sœurs d'Achraf vivre au jour le jour avec la peur que chaque jour soit le dernier. Nous étions alors des terroristes. C'est à cette période que j'ai compris que les murs les plus contraignants et les plus violents ne sont pas les murs de béton, de pierre ou de fer des prisons, mais ce qu'une dictature vous force à porter en vous-même, ces murs d'humiliation, de renoncement et d'épuisement ; ces murs qui vous privent jusqu'à votre identité.

On a inventé pour Achraf toutes sortes de nouveaux murs immatériels. Tout d'abord le mur de l'oubli, puis celui du mensonge, puis celui du silence, puis celui du blocus alimentaire et sanitaire. Enfin, le mur de décibels et puis le mur de l'écoute et du brouillage électronique.

Le progrès technique a toujours enflammé l'imagination des bourreaux. De l'autre côté de ces murs invisibles, la mort rôde en permanence autour du camp et parfois elle y pénètre avec une violence incroyable. Celle d'une chasse à l'homme où tous les coups sont permis ; tuer et laisser mourir ; abandonner des blessés et prélever les otages innocents et impuissants.

Quand le calme revient, il ne reste plus aux survivants qu'à pleurer leurs morts et les mettre en terre.

C'est ainsi que l'on croit pouvoir venir à bout de la résistance d'un peuple. Mais à Achraf, l'espoir revient vite car malgré les murs, chacun sait que cet espoir est partagé par des milliers de frères et de sœurs réfugiées à travers le monde : vous en êtes ici, chère Myriam Radjavi, la représentante.

Alors l'énergie revient avec le désir de vivre et le rêve d'un monde juste assurant la paix et la protection de chacun, et n'est-ce pas le thème de notre réunion aujourd'hui ?

Dans un camp, il ne s'agit pas de survivre pour soi, mais pour les autres. Les mamans, les mères ont la pratique quotidienne de ce sacrifice. Nous connaissons tous l'exemple magnifique que nous donne la petite Chagayegh dans sa lettre à Mme Pillay.

Et voilà ce qui distingue le bourreau de la victime, le geôlier de son prisonnier : les uns préparent l'avenir tandis que les autres détruisent le présent. Préparer l'avenir, chers et tendres amis d'Achraf, c'est le prix de votre sacrifice mais ce n'est pas le seul : il faut compter aussi avec l'exemple que vous donnez à tous les opprimés, et le message d'espoir écrit avec votre sang que vous adressez à l'humanité."

Danielle Mitterrand

L'Union européenne nomme un ambassadeur pour Achraf

Le Monde

Le diplomate belge Jean De Ruyt a été chargé par Catherine Ashton, chef de la diplomatie de l'Union européenne, d'une mission concernant le sort du camp d'Achraf, en Irak.



Jean De Ruyt, ancien ambassadeur de Belgique auprès de l'Union européenne, planchera sur la réponse de l'UE à apporter à la question du camp d'Achraf

REUTERS

Le porte-parole d'Ashton : "Nous avons besoin d'une solution pacifique et réaliste, et la sécurité des habitants est la priorité."

Le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU reconnaît aux Achrafiens le statut de demandeurs d'asile

CONFERENCE AU SIÈGE DE L'ONU : LES ONG POUR LA DÉFENSE D'ACHRAF



Michel Joli, Secrétaire général de France Libertés président de la conférence

La sécurité et l'intégrité physique des Achrafiens est une préoccupation majeure que la Fondation France Libertés - Danielle Mitterrand partage depuis de nombreuses années avec la Résistance iranienne. Nous savons tous que le régime iranien est très inquiet des répercussions du printemps arabe. Il en va de même pour le gouvernement irakien qui a lié son destin à celui de la théocratie au pouvoir en Iran. C'est pourquoi il insiste sur la clôture du camp d'Achraf d'ici la fin de cette année par tous les moyens. La récente déclaration du HCR, qui reconnaît des droits de protection, donc un statut aux résidents d'Achraf, est une avancée significative mais pas encore une garantie suffisante pour empêcher toute autre agression. Ainsi, l'installation d'une équipe permanente d'observateurs de l'UNAMI à Achraf et l'ouverture d'une enquête impartiale, sont devenues des mesures indispensables.

Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne



Invitée d'honneur, Mme Radjavi a déclaré dans son intervention que depuis le début de l'année au moins 490 personnes ont été exécutées de façon officielle ou clandestine en Iran. Malgré cela, l'ONU continue à ne pas réagir. A la dernière réunion du Conseil des droits de l'homme, le Haut commissariat aux droits de l'homme n'a pas évoqué les exactions en Iran.

Evoquant le communiqué du 13 septembre du HCR qui reconnaît les Achrafiens comme des demandeurs d'asile, Mme Radjavi a déclaré : «Il est crucial que le Secrétaire général de l'ONU et la MANUI garantissent la reconnaissance et la protection internationale d'Achraf sur le terrain et dans la pratique. **Il est nécessaire qu'avec l'installation d'observateurs de l'ONU à Achraf, le Secrétaire général place le camp sous la surveillance permanente de l'ONU. Si l'équipe de l'ONU n'avait pas quitté Achraf en juillet 2010, le massacre du 8 avril n'aurait pas eu lieu ou aurait été très limité.**»

«Ensuite le HCR doit reconnaître à tous les Achrafiens le statut de réfugié politique pour empêcher les attaques



Que la Haut commissaire des droits de l'homme envoie une délégation à Achraf pour publier un rapport sur la base de recherches de première main et non de rapports fabriqués par le régime iranien.

Alejo Vidal-Quadras
Vice président du Parlement européen

Le 21 septembre plusieurs ONG des droits de l'homme ont tenu une réunion au siège européen de l'ONU à Genève, en marge du Conseil des droits de l'homme, en présence de parlementaires européens et de juristes internationaux pour alerter contre la répétition d'un Srebrenica à Achraf et souligner la nécessité de mesures urgentes pour la protection d'Achraf.

du régime iranien et de ses agents irakiens. Enfin, Les Etats-Unis doivent participer à assurer et mettre en oeuvre les protections stipulées dans le communiqué du HCR et en particulier empêcher le gouvernement irakien de violer les droits des Achrafiens.»

Elle a souligné que si les Etats-Unis continuent de refuser de protéger l'équipe de l'ONU à Achraf, la Résistance iranienne est prête à assumer le coût de la protection des observateurs onusiens.



Struan Stevenson, pdt de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak

Il est temps que le Haut commissariat aux droits de l'homme agisse. Nous avons besoin d'une protection pour ces personnes pendant que le HCR procède à ses entretiens particuliers et que la procédure d'enregistrement de tous ces réfugiés avance. Nous avons besoin du drapeau bleu de l'ONU flottant au-dessus de ce camp de réfugiés. Et jusqu'à ce que nous obtenions ce degré de protection, ces personnes continuent d'être en danger.

Le temps est venu d'agir. Nous avons besoin d'appliquer trois points: 1- Annuler cet ultimatum ridicule et menaçant de fermer Achraf à la fin de l'année. 2- Assurer une protection dès à présent. Faire flotter le drapeau bleu au dessus de ce camp de réfugiés. 3- Tous les Etats membres de l'UE, tous les pays épris de liberté, qui prônent la démocratie et les droits humains doivent aider à la réinstallation des ces 34,00 personnes. Et ce n'est pas beaucoup demander.

Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen



Ce que j'ai vu à Achraf en 2008 était un modèle de moralité, de solidarité et de fraternité. C'est ce qui a aidé les habitants à résister à toutes les pressions. Le régime iranien investit énormément pour qu'au

Parlement européen nous cessions de soutenir la Résistance iranienne. Et malgré leurs efforts, nous voyons qu'il s'agit d'une guerre psychologique et nous nous battons.

Je dois dire que je suis extrêmement déçu quand j'entends ici et là que de fausses informations reçoivent une attention à l'ONU et dans ses instances. Je suggère que la Haut commissaire des droits de l'homme envoie une délégation à Achraf pour examiner avec attention tous les aspects de la vie dans ce camp et ensuite publier un rapport sur la base de recherches de première main et non de rapports fabriqués par le régime iranien. Nous devons assumer nos responsabilités pour soutenir la Résistance démocratique iranienne et protéger Achraf. Il s'agit du futur de l'Iran, du Moyen-Orient, et c'est aussi de notre futur dont il s'agit.



Sid Ahmed Ghazali, ancien premier ministre algérien

La question d'Achraf se présente comme une triple offense : 1- aux droits humanitaires et moraux d'une communauté de 3 500 personnes, 2- une grave violation du droit international et 3- une lourde menace pour la paix et la stabilité. La question d'Achraf a une dimension géopolitique et géostratégique qui va bien au-delà du seul enjeu purement national iranien. L'acharnement du régime iranien à vouloir éradiquer cette population qui est devenue emblématique de la résistance iranienne n'est que la cruelle expression d'une stratégie acharnée sur le plan intérieur à perpétuer la domination sur un peuple par un régime honni et par conséquent, à chercher à abattre l'ennemi n°1. Il y a un lien mécanique, je dirais dialectique sur le plan géopolitique entre la problématique iranienne et celle générale du droit et de la démocratie. Pour moi, c'est une promesse pour les sociétés islamiques que l'on veut tuer quand on veut tuer Achraf.





Depuis la gauche : Gianfranco Fattorini, Madeleine Rees, Nontombi Tutu, Struan Stevenson, Michel Joli, Maryam Radjavi, Alejo Vidal-Quadras, Ruth Wedgwood et Sid Ahmed Ghozali



Christiane Perregaux,
coprésidente de
l'assemblée constituante
du Conseil de Genève

Les changements que traverse le Moyen-Orient doivent effrayer le régime iranien qui s'efforce d'éliminer son opposition principale. Mais il faut que les 3400 hommes et femmes sans défense et sans armes qui sont à Achraf puissent être sauvés. L'inaction de l'ONU n'est pas acceptable. L'ONU et la Haute commissaire, ont la responsabilité d'assurer la protection des Achrafiens jusqu'à leur transfert total. Cela veut dire une présence 24/24 h des observateurs onusiens. S'ils avaient été présents le 8 avril, pensez-vous que cette attaque aurait tué ces 36 femmes et hommes qui vivaient pacifiquement à Achraf ? Notre exigence très claire et très pratique: Mme Pillay, c'est urgent ! Agissez aujourd'hui même !



Gianfranco Fattorini,
Coprésident du MRAP

L'ensemble de la communauté des États doit assumer sa responsabilité de protéger en mettant en oeuvre tous les moyens dont elle dispose pour assurer la protection physique des résidents du camp d'Achraf et pour assurer qu'une solution durable pour l'évacuation des résidents puisse être mise en oeuvre. Tout récemment, le HCR a décidé de mettre en place une procédure afin d'évaluer les requêtes reçues de la part des résidents du camp. Ce pas positif ne doit pas occulter les graves violations des droits humains subies par les résidents du camp d'Achraf. C'est pourquoi nous continuons de demander à la Haute Commissaire aux Droits de l'Homme de dépêcher une mission d'enquête sur les massacres au camp d'Achraf.

**Marc Falquet, député au
Grand conseil de Genève**



Il faut retenir que le camp d'Achraf est en grand danger, et que les gens sont sans défense. Tout le monde a compris cela. Apparemment, deux institutions internationales ont encore de la peine à comprendre : l'ONU et le Haut commissariat pour les Droits de l'Homme, qui ont été mis en place justement pour ces cas-là. Ces institutions commencent



Il faut annuler cet ultimatum ridicule et menaçant de fermer Achraf à la fin de l'année et faire flotter le drapeau bleu de l'ONU au-dessus de ce camp de réfugiés

Struan Stevenson
Président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak

à nous faire honte par leur immobilisme. C'est inadmissible! Je ne vois qu'une cause juste : C'est la cause des libertés, de la démocratie et de la tolérance qui est représentée par Mme Radjavi. Nous sommes persuadés que vous allez gagner la cause de la liberté !

**Nontombi Tutu, militante
des droits humains, fille de
Desmond Tutu**



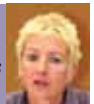
Quand j'ai grandi sous l'apartheid, je ne cessais de penser : "Quand on souffre comme ça, où est le reste du monde ? Ça ne leur fait rien qu'on arrête nos frères et nos soeurs ? Ça ne leur fait rien que nos enfants soient tués dans les rues ?" Aujourd'hui, le camp d'Achraf nous pose les mêmes questions : "Où êtes-vous ? Où êtes-vous pendant que nous souffrons ? Où êtes-vous pendant qu'on nous tue ? Où est la communauté internationale pour soutenir nos droits humains ?" Aujourd'hui nous savons que les régimes oppressifs dans le monde connaissent l'épouvantail du jour : le terrorisme. Ainsi, si vous pouvez taxer votre opposition de "terroriste", le monde ne vous posera pas de question sur ce que vous faites à votre peuple. Et c'est ainsi que ceux d'Achraf ont été taxés de terroristes même après que des enquêtes aient montré que ce n'est pas vrai.

**Message de l'archevêque
Desmond Tutu**



J'ai par le passé exprimé mon soutien aux habitants du camp d'Achraf. Ils ont reçu un statut protégé de l'ONU et de la force multinationale conduite par les Etats-Unis en Irak. Depuis que la responsabilité de leur protection a été transférée à l'armée irakienne, le camp est harcelé à la fois par les forces iraniennes et irakiennes. Les attaques et les harcèlements que subissent les habitants du camp sont en fait des violations des droits de l'homme qui demandent la condamnation de tous les défenseurs de la liberté. (...) Je demande au gouvernement irakien et à la communauté internationale de respecter l'intégrité de ce processus, et de s'assurer que les habitants du camp d'Achraf jouissent de sécurité, afin que le HCR puisse remplir son mandat dans un lieu sûr et confidentiel.

**Madeleine Rees, Secrétaire
générale de la Ligue
internationale des Femmes
pour la Paix et la Liberté**



Le camp d'Achraf semble actuellement représenter la schizophrénie de l'ONU. Et nous voyons 3400 personnes qui ont rendu leurs armes, demandé la protection internationale, et à qui on a dit qu'elles l'auraient, qui attendent là-bas le prochain massacre qui aura lieu dès que cet ultimatum sera atteint pour les faire partir du camp. C'est le triomphe de la politique sur le droit international et nous ne pouvons pas permettre que cela se fasse. Je vais inviter tous ceux qui sont dans cette salle qui travaillent avec le Conseil et les mécanismes des droits humains à intensifier la pression sur le Conseil des droits de l'homme pour demander qu'une mission d'observateurs du HCR ou /et de l'Union européenne, ainsi que des représentants spéciaux du secrétaire général s'engagent dans la prévention du génocide, car il ne s'agit pas seulement de prévention de génocide, mais de prévention d'une violation massive du droit humanitaire international.

Ruth Wedgwood, juriste:



Quand Maliki parle d'un dernier délai, il parle du dernier délai avant la mort. Il vous avertit sans ambages de ce qu'il a l'intention de faire le 31 décembre. Et c'est simplement inacceptable. La responsabilité de protéger, la R2P, signifie au minimum, qu'un dirigeant doit traiter ses propres citoyens et les résidents étrangers dans ses frontières, de manière décente et humaine sans tenir compte des lois intérieures. Et la R2P ne survivra pas en tant que doctrine cohérente et crédible si en fait, dans ce cas où il y a des avertissements, les voix d'instances responsables et de gens du Congrès américain et d'Europe, s'il est permis dans ce cas d'être entravé comme du bétail et jeté dans la gueule du loup. Aussi je pense que la leçon qui doit être envoyée avec respect à la Haut commissaire des droits de l'homme, et certainement à M. Maliki en Irak, c'est qu'il s'agit d'une ligne rouge pour les USA et l'ONU que nul ne doit franchir, autant pour leurs intérêts que pour les nôtres.

HCR : les Achrafiens sont des demandeurs d'asile et doivent bénéficier d'une protection de base



Le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR) a déclaré dans un communiqué que les résidents d'Achraf sont «*formellement des demandeurs d'asile*» et a appelé le

gouvernement irakien à repousser «*le délai de fermeture du camp*». «*Le droit international exige qu'ils doivent être en mesure de bénéficier d'une protection de base pour leur sécurité et leur bien-être. Ceci comprend la protection contre toute expulsion ou retour aux frontières de territoires où leur vie ou leur liberté seraient menacées (principe de non-refoulement)*» ajoute le communiqué.

«*.....*
HCR s'engage à jouer son propre rôle afin de trouver une solution à ce problème de longue date.
.....»

Publié le 13 septembre 2011, ce communiqué coïncide avec le sit-in des Iraniens devant le siège de l'ONU à Genève qui entre dans son 6e mois. Le texte rappelle qu'«*il n'existe aucune obligation formelle pour les individus de se dissocier de l'OMPI [Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran], afin de demander le statut de réfugié*». Selon le communiqué, le «*HCR s'engage à jouer son propre rôle, de concert avec le gouvernement irakien, la MANUI et les autres acteurs concernés, afin de trouver une solution à ce problème de longue date.*»

Mme Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, a qualifié le communiqué du HCR de nécessaire, mais d'insuffisant. Elle a déclaré que la détermination du statut juridique des Achrafiens privera le régime iranien et ses agents en Irak d'une excuse pour lancer une autre attaque. Leurs allégations sur l'absence de statut juridique des Achrafiens seront plus que jamais hors propos.

Elle a ajouté que les Etats-Unis devaient aider le HCR à assurer les droits et les protections stipulés dans le communiqué et empêcher le gouvernement irakien de les violer. Elle a souligné que le HCR devait reconnaître pleinement le statut de réfugié de l'ensemble des résidents du camp d'Achraf pour contrecarrer toute future conspiration du régime iranien et de ses affidés en Irak.

Avancée pour le camp d'Achraf

L'Union européenne nomme un ambassadeur pour Achraf



Communiqué de Presse - 26 Septembre 2011

Dans une claire avancée dans la crise du camp d'Achraf au nord de l'Irak, qui abrite 3400 opposants iraniens, la baronne Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères, a annoncé la nomination de l'**ambassadeur Jean De Ruyt** comme son envoyé personnel sur la question du camp d'Achraf.

S'exprimant au Parlement européen à Strasbourg, l'eurodéputé conservateur Struan Stevenson, président de la délégation pour les relations avec l'Irak, a déclaré:

J'ai reçu une lettre de la baronne Ashton confirmant la nomination de l'ambassadeur De Ruyt et déclarant que son rôle sera de «*travailler avec le gouvernement de l'Irak, les Nations Unies et d'autres partenaires pour aider à résoudre la situation au camp d'Achraf conformément aux principes humanitaires et des droits humains*».

La baronne Ashton ajoute que «*l'ambassadeur De Ruyt sait l'importance que j'attache à cette question. J'attends de lui qu'il se mette en liaison avec tous les interlocuteurs irakiens concernés, avec les dirigeants et les résidents du camp d'Achraf et avec les organisations humanitaires internationales. Je lui ai demandé de vous rencontrer ainsi que d'autres membres concernés au Parlement européen, immédiatement après sa prise de fonctions*».

Je dois remercier chaleureusement Mme Ashton pour ce geste décisif et significatif. L'ambassadeur De Ruyt est un diplomate de premier plan de renommée internationale. Il vient de terminer son mandat d'ambassadeur de Belgique auprès de l'UE, après avoir été diplomate à l'ONU à New York. A mes yeux, nul autre que lui est à même d'aborder cette question complexe et sensible.

«*Avec mes collègues au Parlement européen, nous croyons fermement que l'ambassadeur De Ruyt devrait visiter Achraf dès que possible. Ce serait*

une étape importante vers la résolution de la crise. Si les autorités irakiennes tentent d'empêcher une telle visite, ce sera une claire indication de leurs intentions funestes envers les résidents d'Achraf.

La population non armée et civile du camp d'Achraf a enduré des années de torture psychologique et de harcèlements de la part du gouvernement irakien, aidé et encouragé par ses sponsors de Téhéran. Il y a eu deux terribles attaques lancées contre le camp par l'armée irakienne, culminant cette année le 8 avril par un massacre qui a fait 36 morts et 300 blessés graves. Le camp est toujours en état de siège avec un accès limité pour les approvisionnements en carburant, nourriture et

médicaments. Pour aggraver les choses, le Premier ministre irakien a fixé le délai ridicule du 31 décembre de cette année pour vider le camp de ses habitants, menaçant d'un autre affrontement violent qui sèmera les graines d'une catastrophe humanitaire.

En attendant, avec l'aide du Haut Commissaire pour les réfugiés, l'ensemble des 3400 habitants sont en train d'être interrogés individuellement et évalués pour un statut de réfugiés, ayant chacun déposé une demande

d'asile. Ce processus prendra plusieurs mois pour aboutir et l'intention est ensuite de réinstaller ces réfugiés dans les 27 États membres de l'UE et dans d'autres pays hors de l'UE. Mais cette opération d'envergure ne peut être achevée dans les délais fixés par le Premier ministre Nouri Al-Maliki, qui doit comprendre que le temps est venu de cesser les menaces et les harcèlements contre ces personnes et de commencer à coopérer avec l'ONU et l'UE pour résoudre cette crise.

La nomination de l'ambassadeur De Ruyt par la baronne Ashton a souligné la gravité de cette question. Je suis impatient de travailler étroitement avec lui pour nous assurer que nous pouvons éviter une catastrophe de type Srebrenica à Achraf.

**Struan Stevenson, eurodéputé
Président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak
Strasbourg**



Catherine Ashton

Le rôle de l'ambassadeur De Ruyt sera d'aider à résoudre la situation au camp d'Achraf conformément aux principes humanitaires et des droits humains.



L'Union européenne charge un diplomate d'une mission sur le sort du camp de réfugiés d'Achraf

Bruxelles, 28 septembre - Le diplomate belge Jean De Ruyt a été chargé par Catherine Ashton, chef de la diplomatie de l'Union européenne (UE), d'une mission concernant le sort du camp d'Achraf, en Irak. Ce camp abrite quelque 3 500 membres de l'opposition iranienne. Les autorités irakiennes sont censées assurer sa sécurité depuis janvier 2009 mais le camp est régulièrement victime d'attaques. En avril, un raid a fait 34 morts, selon les Nations unies. Le gouvernement irakien entend fermer Achraf à la fin de l'année et le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés étudie le dossier de chaque résident pour leur octroyer éventuellement un statut qui leur permettrait de s'installer ailleurs. Maryam Radjavi, chef du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), et des eurodéputés demandent à M. De Ruyt de visiter rapidement Achraf et d'obtenir un report du délai fixé pour sa fermeture. - (Corresp.)

Le HCR se penche sur les résistants iraniens en Irak

LE TEMPS

Par Céline Zünd

Le Conseil national de la résistance iranienne a invité ses soutiens étrangers à Genève pour sommer l'ONU, une fois de plus, de protéger les combattants iraniens du camp d'Achraf

Quand elle s'est levée pour prendre la parole dans la salle du Victoria Hall de Genève jeudi, Maryam Radjavi affichait un large sourire et une assurance conquérante. La présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) est la voix des résidents d'Achraf. Dans ce camp, situé en Irak, vivent 3400 réfugiés membres de l'opposition en exil au régime de Téhéran. En avril dernier, 36 d'entre eux ont perdu la vie dans un raid des forces irakiennes.

Selon le CNRI, les réfugiés vivraient à présent sous la menace d'une nouvelle attaque de Bagdad, qui, en pleine réconciliation avec l'Iran, impose un ultimatum pour évacuer la zone d'ici à la fin de l'année. La conférence organisée jeudi a attiré plus d'un millier de membres de la diaspora iranienne dans la salle de spectacle genevoise. L'occasion, pour le CNRI, d'alerter une fois de plus la communauté internationale sur la situation d'Achraf. Mais il avait cette fois-ci une raison de se réjouir: la semaine dernière, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a reconnu les résidents du camp comme demandeurs d'asile. «C'est bien, mais insuffisant, estime la présidente de la résistance iranienne. Le HCR doit reconnaître le statut complet de réfugié à l'ensemble des Achrafiens.»

Maryam Radjavi a appelé le

La chaîne télévisée de la résistance organise des téléthons pour récolter des fonds en faveur du camp d'Achraf. «La dernière fois, 3 millions de dollars (2,7 millions de francs suisses) ont été récoltés.»



Victoria Hall, Genève, conférence du 22 septembre

gouvernement américain à radier les Achrafiens de sa liste d'organisations terroristes. L'Organisation des moudjahidines du peuple iranien (OMPI) dont ils font partie est inscrite sur la liste noire des Etats-Unis depuis 1997, alors que Washington et Téhéran resserraient leurs liens.

Soutien massif

Plusieurs personnalités acquises à la cause des résidents d'Achraf, dont de nombreux Américains, tel le maire de New York, Rudi Giuliani, se sont succédé à la tribune jeudi. Parmi leurs soutiens suisses figuraient le membre du Conseil administratif de Genève Remy Pagani et le parlementaire Eric Voruz. «Les héros d'Achraf subissent un blocus inhumain», a asséné ce dernier, en référence à la situation du camp, fermé par les militaires irakiens et privé de médicaments. «L'ONU doit bouger pour

installer une équipe d'observateurs sur place. Si le sang coule à nouveau, nous vous tiendrons pour responsables», a ajouté le parlementaire. «Plus nous attendons, plus la population d'Achraf est en danger», a asséné Rudi Giuliani sous des applaudissements nourris.

Chacune des interventions des résistants iraniens dans le monde s'accompagne d'une cohorte de fervents supporters. L'organisation dispose de moyens colossaux pour attirer l'attention sur sa cause. Une somme qu'elle ne souhaite pas communiquer, «pour des raisons de sécurité», indique Afchine Alavi. Le représentant du CNRI précise que les fonds proviennent essentiellement de la communauté iranienne. Régulièrement, la chaîne télévisée de la résistance organise des téléthons pour récolter des fonds en faveur du camp d'Achraf. «La dernière fois, 3 millions de dollars (2,7 millions de francs suisses) ont été récoltés.»



Maryam Radjavi au Victoria Hall le 22 septembre à Genève



L'UE charge un Belge de se pencher sur le problème du camp d'Achraf

BRUXELLES, 26 septembre 2011 (AFP) - La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a nommé un diplomate belge expérimenté pour réfléchir au sort de quelque 3.400 réfugiés iraniens vivant depuis une trentaine d'années au camp d'Achraf en Irak, a-t-on appris lundi auprès d'un porte-parole. Jean De Ruyt, ancien ambassadeur de Belgique auprès de l'Union européenne, officiera à Bruxelles en tant que "conseiller" et planchera sur la réponse de l'UE à apporter à la question du camp d'Achraf, a précisé à l'AFP Michael Mann.

Maryam Radjavi, chef du Conseil national de la résistance iranien, l'opposition iranienne en exil, a appelé lundi le nouveau conseiller européen à visiter au plus vite le camp d'Achraf. Il a aussi demandé aux autorités irakiennes de renoncer à leur intention de le fermer avant la fin 2011. La nomination de l'ambassadeur belge a été saluée par le député européen Struan Stevenson, chef de la délégation du Parlement européen UE-Irak, qui a estimé qu'il devrait "visiter Achraf le plus vite possible".



De Ruyt fera la liaison entre les Etats européens et les organisations, notamment les Nations Unies, a dit le porte-parole d'Ashton.

Il a dit que l'UE qui a retiré l'OMPI de sa liste terroriste en 2009, a voulu une approche diplomatique de haut niveau.

Nous avons besoin d'une solution pacifique et réaliste, et la sécurité des habitants est la priorité", a-t-il dit. Struan Stevenson, le chef de la délégation du PE pour l'Irak: "La nomination de l'ambassadeur De Ruyt (...) souligne la gravité de ce dossier. J'espère pouvoir travailler pour assurer que nous pouvons éviter une catastrophe de style Srebrenica à Achraf."

**Ban Ki-moon
et Navi Pillay
doivent
envoyer
une équipe
permanente
d'observateurs
de l'ONU à
Achraf**



L'ONU DOIT ASSUMER SES RESPONSABILITÉS EN ASSURANT LA PROTECTION D'ACHRAF

Dans une conférence internationale organisée au Victoria Hall à Genève le 22 septembre par le Comité suisse pour la défense d'Achraf, d'éminents dignitaires et personnalités d'Europe et des Etats-Unis ont exprimé leur inquiétude pour les habitants d'Achraf alors que l'ultimatum de fermeture du camp en décembre 2011 approche. Les participants se sont dit préoccupés par les intentions malveillantes des régimes iranien et irakien et ont appelé le Secrétaire général de l'ONU, le HCR et le Haut commissariat aux droits de l'homme, ainsi que les USA à prendre des mesures immédiates pour empêcher la répétition de massacres à Achraf, ainsi qu'à contraindre le gouvernement irakien à annuler son ultimatum jusqu'au transfert de tous les habitants vers des pays tiers.



**Nils de Dardel, avocat,
coprésident du Comité suisse
pour la défense d'Achraf**

Notre Comité suisse a été fondé en 2008 ; il y avait alors une grande crainte qu'avec le transfert aux forces irakiennes de la protection d'Achraf, cette protection devienne parfaitement vaine. Malheureusement, cette crainte s'est réalisée dans les faits, puisque vous savez que ce sont précisément les forces irakiennes, avec l'appui de meurtriers iraniens, qui ont provoqué la mort de 47 personnes à deux reprises sur le Camp d'Achraf. Nous devons donc continuer de développer des revendications, essentiellement à l'égard de la Communauté internationale et des organisations internationales, ici, à Genève.



**Eric Sottas, ancien secrétaire
général de l'OMCT,
modérateur de la conférence**

Dès l'annonce par les Américains de leur retrait de l'Irak, la question de la protection des résidents du Camp d'Achraf s'est posée. Pour une raison simple : les nouvelles autorités irakiennes, très rapidement, ont montré, d'une part, une faiblesse pour contrôler la situation mais d'autre part aussi, leur incapacité à résister aux pressions de Téhéran qui entendait éliminer ces combattants ayant déposé les armes. Le Haut Commissaire aux réfugiés a accepté que soit mis en place un mécanisme permettant d'interroger tous les résidents d'Achraf, pour déterminer s'ils sont des réfugiés au



Le gouvernement souverain d'Irak a lamentablement échoué à exercer la responsabilité de protéger qui va de pair avec le droit à souveraineté concernant le camp d'Achraf.

John Bruton
ancien
Premier ministre
irlandais

sens statutaire du terme et, dans ce cas-là, leur accorder la protection à laquelle ils ont droit. C'est un changement considérable.



**Remy Pagani,
membre du conseil
administratif de Genève**

Au nom des autorités de la Ville de Genève, j'ai le plaisir de vous à accueillir et d'affirmer notre soutien inconditionnel à la protection à laquelle vous avez droit. Je souhaite – et la ville de Genève est à vos côtés – que la Communauté internationale fasse régner le droit qui a été construit, ici, à Genève, dans la cité dont je suis fier et j'entends bien participer à votre combat.



**Jean-Charles Rielle,
conseiller national
suisse**

Je sais qu'un premier pas a été fait de reconnaître la demande d'asile. Pour que les gens d'Achraf soient protégés, il faut absolument que le HCR reconnaisse le statut de réfugiés. Il n'est pas question qu'Achraf revivente ce qu'ils ont vécu il y a quelques mois, lorsque les Irakiens sont rentrés dans le camp. Il est extrêmement important de passer un message clair. Je tenais à vous dire, madame Radjavi, que vous êtes chez vous. Nous sommes ravis, de vous accueillir à deux reprises. Cela fait longtemps que nous voulions vous voir dans notre ville. Maintenant, il est temps de passer à un temps humanitaire, c'est-à-dire de pouvoir garantir la protection des résidents d'Achraf.



**Maryam Radjavi,
présidente élue de la
Résistance iranienne**

Le régime des mollahs est plongé dans une quadruple crise : La société iranienne est profondément mécontente, les révolutions dans la région ont provoqué une division dans le front régional des mollahs, la faillite économique et la crise interne au sommet du pouvoir.

Maintenant, la question majeure est de savoir pourquoi avec ces crises, les mollahs n'ont pas été renversés ? La première raison c'est la répression qui n'est comparable à celle d'aucune autre dictature contemporaine. La deuxième raison, c'est l'aide des gouvernements occidentaux. S'ils n'avaient pas aidé les mollahs, ce régime n'aurait pas pu survivre. D'une part ils bloquent le chemin de la Résistance avec la liste du terrorisme et de l'autre ils donnent le feu vert au régime et à ses alliés en Irak contre les résidents d'Achraf. En même temps, ils gardent le silence sur la vague de répression et d'exécutions en Iran.

Malgré toutes ces pressions, la Résistance iranienne a persévéré et a démontré sa légitimité et sa base populaire. La dictature en Iran arrive à son terme et il est certain que tous ceux qui l'aident essuieront un échec. La radiation de l'OMPI de la liste noire américaine et la garantie de la protection des Achrafiens jusqu'au règlement final de leur situation, sont actuellement le critère le plus objectif pour évaluer la position des Etats-Unis.



Rudi Giuliani,
ancien maire de New York

Il y a une décision à prendre ici à Genève qui est d'une importance cruciale. Le Haut commissariat aux droits de l'homme peut d'un simple coup de stylo, mettre en place une équipe d'observateurs de l'ONU à Achraf. Cette décision doit être prise maintenant, sans délai, sans se perdre dans les procédures bureaucratiques. Parce que plus cela prendra de temps, plus de gens seront blessés et risquent d'être tués. J'ai honte que mon pays ait tourné le dos aux Achrafiens. J'ai en mémoire une autre sorte d'Amérique. Nous avons besoin de dire aux Iraniens : "Détruisez les mollahs, détruisez la théocratie et débarrassez-vous d'Ahmadinejad!" Je pense que mon pays devrait être pour un changement de régime en Iran. Au lieu de tourner le dos au peuple d'Iran quand il se soulève pour la liberté, nous devrions nous tenir à ses côtés ! Nous devrions lui accorder tous les soutiens imaginables, car s'il gagne, nous gagnerons.



Ed Rendell,
ancien gouverneur de Pennsylvanie (2002-2011)

Nous sommes là aujourd'hui pour demander au département d'Etat et au Président des Etats-Unis de prendre une décision [pour la sortie de liste noire de l'OMPI] sur la teneur du dossier. Par sur un accord politique. Pas comme un objet de marchandage. On ne peut pas satisfaire un régime terroriste. Les preuves sont écrasantes. Si nous décidons sur la teneur du dossier, si nous adhérons à la justice américaine et aux idéaux de son système judiciaire, l'OMPI doit être radiée de la liste du terrorisme. Les USA et l'ONU doivent garantir la sécurité des Achrafiens. Et il faut le faire maintenant. Le temps s'écoule. Nous ne savons pas se qui pourra se passer.

Chaque jour que nous ne protégeons pas Achraf, chaque jour que l'OMPI demeure sur la liste du terrorisme, c'est un danger en puissance.



Michael Mukasey,
ministre américain de la Justice (2007-2009)

Il y a une grande occasion de changer la dynamique qui a prévalu jusqu'à présent et de le faire de manière catégorique. Radier l'OMPI de la liste aurait deux effets positifs immédiats. D'abord cela montrerait au régime actuel que nous sommes sérieux et que nous sommes prêts à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire pression sur un régime, y compris en annulant une classification qui permet simplement à ce régime de continuer à commettre des exactions contre les membres de l'OMPI et de clamer que même les USA pensent qu'ils le méritent. Les USA doivent cesser d'être juste une grande puissance et commencer à se comporter comme une grande puissance et montrer que les paroles d'Abraham Lincoln, qui qualifiait les USA de meilleur dernier espoir sur Terre, sont aujourd'hui plus vraies que quand il les a prononcées.



John Bruton,
ancien Premier ministre irlandais (1997 - 2004)

L'Irak est un pays souverain et a le droit d'exercer un contrôle sur tout son territoire. Mais il est important de rappeler que chaque droit va de pair avec une responsabilité. Et le droit de l'Irak à la souveraineté apporte une responsabilité visant à assurer à tous ceux qui sont sur son territoire, Irakiens ou demandeurs d'asile fuyant l'oppression, soient protégés, dûment protégés, que leur liberté soit protégée. Et je pense que nous devons dire clairement au gouvernement souverain de l'Irak qu'il a lamentablement échoué à exercer proprement la responsabilité de protéger qui va de pair avec le droit

à la souveraineté en ce qui concerne le camp d'Achraf. Et je pense que l'Union européenne qui a déjà versé un milliard d'euros dans la reconstruction de l'Irak, devra subordonner son assistance à l'assurance que la nation souveraine d'Irak exerce ses responsabilités souveraines de protéger les habitants du camp d'Achraf.



Général James Conway,
commandant du corps des Marines américain (2006-2010)

En 2008, j'étais chargé de déployer les Marines pour la sécurité du camp d'Achraf. C'est pourquoi quand j'ai pu me rendre en Irak, je suis allé spécialement là-bas. Les événements d'avril ont changé beaucoup de choses dans mon esprit. Je soutiens assurément tous les aspects de ce que vous avez dit Mme la Présidente Radjavi. Je pense que cela devient désormais une responsabilité de l'ONU, pour le moins, de mettre des observateurs sur le terrain le plus vite possible, avec un certain engagement que le leadership sera tenu responsable sur la scène internationale si d'autres atrocités sont commises.

Je crains que nous ne manquions de temps. Mais je conseille certainement que la première étape soit de sortir l'OMPI de la liste du terrorisme, de s'occuper de la population d'Achraf, et de donner notre plein soutien à ceux qui font partie de ces deux organisations.



Günter Verheugen,
commissaire européen (1999-2009)

La première chose à faire est d'envoyer une mission d'observateurs permanents au camp d'Achraf pour s'assurer que personne ne peut attaquer les gens là-bas sans être criminalisé par la suite. Je pense qu'il est maintenant temps pour les Européens de dire au gouvernement irakien qu'il ne peut pas s'attendre à ce que les contribuables européens payent pour la reconstruction de ce pays et ne reçoivent rien en retour. J'attends des institutions européennes de rendre parfaitement clair à Bagdad qu'il ne peut espérer davantage de soutien de l'Union européenne tant qu'il menace les habitants d'Achraf. Nous voulons un engagement contraignant du gouvernement de Bagdad comme quoi il va s'arrêter une fois pour toute.



Louis Freeh,
directeur du FBI (1993 - 2001)

Trois messages très simples mais essentiel répétés ce soir. Mme la Secrétaire d'Etat, M. le Président, radiez l'OMPI immédiatement de la liste des organisations terroristes étrangères. Cette organisation n'est pas terroriste. 2- Protégez les hommes et les femmes du camp d'Achraf immédiatement. 3- Soutenez de manière positive, affirmative et agressive l'OMPI et les combattants de la liberté en ►►



**PLUS DE 150 JOURS
DE SIT-IN
DEVANT L'ONU À GENÈVE
POUR LA PROTECTION
D'ACHRAF**



« Je suis sûre qu'un jour le printemps de l'Iran viendra »

Maryam Radjavi a accordé une interview à la Télévision Suisse Romande



TSR Info.ch, Le journal continue, 22 septembre - La situation en Iran est explosive. Le mécontentement populaire est très vaste contre le régime des mollahs et il y a beaucoup de manifestations chaque jour et dans chaque ville. Par exemple, la semaine dernière à Tabriz et Oroumieh, il y a eu une grande manifestation et beaucoup d'arrestations.

Il y a eu beaucoup de pendaisons publiques. Malgré les difficultés, le peuple iranien continue ses protestations. Mais je suis sûre qu'un jour le printemps de l'Iran viendra, car le peuple iranien ne veut pas du régime des mollahs. Il a aussi une avant-garde comme les résidents d'Achraf, comme les Moudjahidine, qui résistent et persistent à la cité d'Achraf malgré beaucoup de difficultés et le blocus et les attaques du gouvernement irakien à la demande du régime des mollahs. Cela montre qu'il y a un grand centre d'inspiration pour le peuple iranien. Je suis sûre que le printemps de l'Iran viendra.

Le moteur du soulèvement et du mécontentement en Iran, ce sont les jeunes et spécialement les femmes, par exemple parmi les diplômés au chômage, parmi les étudiants, les ouvriers, les enseignants. Ça montre qu'ils ne veulent pas le régime des mollahs. Nous avons annoncé plusieurs fois que pour la crise de l'Iran sur le sujet atomique et l'exportation de l'intégrisme, la solution n'est ni la guerre, ni la politique de complaisance et de concessions. La seule solution c'est un changement démocratique par le peuple iranien et sa résistance organisée. C'est possible...

Voir la suite de l'interview sur : <http://www.tsr.ch/video/info/journal-continu>

►► Iran. S'il y avait une ombre de preuve de fait crédible soutenant l'inscription de l'OMPI sur la liste du terrorisme, pensez-vous une minute, qu'un procureur général des États-Unis, le maire de New York, des ambassadeurs et des gouverneurs seraient ici ? Mais il n'y a rien. Cette inscription est un permis de tuer, non seulement pour le VEVAK iranien, les pasdaran et leurs agents, mais aussi pour le gouvernement irakien comme on l'a vu.



Mitchell Reiss,
chef de la stratégie politique au département d'Etat (2003 - 2005)

Tout d'abord, nous devons continuer à expliquer à l'ONU et au gouvernement américain pourquoi il est si important d'aider à résoudre ces problèmes avant qu'il y ait une nouvelle catastrophe humanitaire. Nous devons maintenir la pression. Il doit y avoir des observateurs internationaux, de préférence de l'ONU, placés dans le camp pour sauvegarder les habitants. Cela doit être fait maintenant. Deuxièmement, l'administration américaine a besoin d'être encouragée à prendre un rôle plus actif pour façonner l'avenir de l'Irak. Alors que les USA réduisent leurs forces, ils ne peuvent se laisser déborder par le gouvernement Maliki ou de se laisser intimider par les mollahs en Iran. Nous savons tous que les États-Unis ont une responsabilité particulière de protéger les résidents d'Achraf. Cette responsabilité ne s'arrête pas le 31 décembre. Elle ne s'arrêtera pas quand le dernier soldat américain quittera l'Irak. Elle se terminera lorsque tous les résidents du camp d'Achraf seront en sécurité et quand ils seront tous autorisés à vivre leur vie dans la paix et la dignité. Le meilleur moyen, le plus rapide, le plus facile, pour atteindre cet objectif est de radier l'OMPI de la liste noire.



Matthew Offord,
député britannique

Si le camp était reconnu comme un camp de réfugiés par les Nations Unies, ce serait assurer une protection encore plus grande aux habitants du camp. Par ailleurs, le gouvernement irakien doit s'abstenir d'actes agressifs et hostiles contre les résidents, qui sont tous maintenant protégés par la 4^e Convention de Genève. Nous ne devons pas oublier ces gens. Ils sont la résistance légitime du peuple iranien. Ils sont le seul espoir pour un Iran libre et démocratique. Et leur seul crime a été de résister au régime tyrannique iranien. Je salue ces gens. Je salue les hommes et les femmes qui ont relevé ces défis. Je salue aussi leur bravoure et je dis qu'ici aujourd'hui nous nous tenons à leur côté. Nous sommes avec le peuple d'Iran dans sa lutte pour une patrie libre et démocratique.



Eric Voruz,
conseiller national suisse

Il n'est pas acceptable que Mme le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme ne fasse aucun acte concret pour assurer la protection du peuple achrafien meurtri. Il est honteux et inadmissible que l'ONU évoque le manque de personnel et évoque des considérations budgétaires. M. le Secrétaire général, Mme le Haut Commissaire des Droits de l'Homme, nous exigeons que vos promesses soient respectées et agissez en dehors de toute pression qui pourrait venir de certains pays et démontrez au monde que votre rôle est d'agir aussi en faveur des minorités et ethnies qui sont menacées, dont le peuple d'Achraf.



Giorgio Bornacin,
sénateur italien

Avec mes collègues en Italie, nous pensons que l'ONU aurait dû agir bien plus tôt sur ce dossier. Nous ne comprenons pas la raison de son inaction. On dit que le Haut commissariat aux droits de l'homme a des problèmes pour trouver de l'argent pour la protection de des observateurs d'Achraf. Qu'a-t-il fait pour régler ce problème ? Attend-il qu'il y ait davantage de morts pour réaliser qu'il doit offrir une protection à l'équipe d'observateurs et résoudre son problème budgétaire ? Je vous promets que nous ferons tout pour déployer une équipe de l'ONU à Achraf.



Luc Barthassat,
conseiller national suisse

M. Ban Ki-moon a exprimé ses inquiétudes et appelé les autorités irakiennes à s'abstenir de recourir à la force, ainsi qu'à assurer l'accès des résidents d'Achraf aux marchandises et aux services. Mais la formulation de ces demandes ne garantit pas la protection et la sécurité de tous les Achrafiens. En tant que membres du Parlement Suisse, nous demandons avec insistance à l'ONU et à Mme Pillay d'installer, à Achraf, une équipe de monitoring de l'UNAMI jusqu'au transfert de tous les résidents dans les pays tiers. Nous appelons également le Secrétaire général de se prononcer au sujet du délai fixé par Maliki et de demander au Gouvernement irakien d'accorder le temps nécessaire pour l'accomplissement de ce transfert. Au Parlement suisse, nous emploierons tous nos efforts pour que notre Gouvernement encourage l'ONU à agir dans ce sens et qu'il lui facilitera cette tâche.